

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAPITOLE FINANCE - TOFINSO

S.A. au capital de 32 293 310 Euros
Siège social : 2839 La Lauragaise, 31670 Labège
433.952.918 R.C.S. Toulouse.

A. — Comptes annuels au 31/12/2024.
I. — Bilan publiable non consolidé.
(En Euros.)

Actif	Montant
Caisse, banques centrales, CCP	0
Effets publics et valeurs assimilées	
Créances sur les Etablissements de Crédit	217 515
A vue	217 515
A terme	
Créances sur la clientèle	44 647 156
Autres concours à la clientèle	44 647 156
Obligations et autres titres à revenus fixes	0
Actions et Autres titres à revenus variables	0
Participations et autres titres détenus à LT	0
Parts dans les entreprises liées	8 785 300
Crédit Bail et Location avec option d'achat	819 752 537
Location simple	161 177 727
Immobilisations incorporelles	4 652 652
Immobilisations corporelles	5 615 417
Capital souscrit non versé	0
Autres actifs	25 306 550
Comptes de régularisation	23 238 043
Total actif	1 093 392 898

Hors-bilan	Montant
Engagements donnés	
Engagements de financement	
Engagements en faveur de la clientèle	44 107 643
Engagements de garantie	
Engagements d'ordre d'Etablissements de crédit	411 457 449

Passif	Montant
Banques centrales , ccp	0
Dettes envers les Etablissements de crédit	918 996 546
A vue	53 177 890
A terme	865 818 656
Opérations avec la clientèle	416 296
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	12 418 495
Comptes de Régularisations	125 165 275
Provisions pour risques et charges	9 366 094
Dettes subordonnées	0
FRBG	0
Capitaux propres hors FRBG	27 030 193
Capital souscrit	32 293 310
Prime fusion	352 083
Réserves	66 511
Ecart de réévaluation	
Subventions investissement	294 845
Report à nouveau	20 016 397
Résultat exercice	-25 992 952
Total passif	1 093 392 898

Hors-bilan	Montant
Engagements reçus	
Engagements de financement	
Engagements reçus Etablissements de crédit	7 813 398
Engagements de garantie	
Engagements reçus Etablissements de crédit	296 525
Autres engagements reçus	31 725 895

II. — Compte de résultat publiable.

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
(+) Intérêts et produits assimilés	14	1 613 340	415 971
(-) Intérêts et charges assimilées	14	-25 198 333	-13 716 383
(+) Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	14	357 480 823	337 722 190
(-) Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	14	-339 054 772	-312 463 372
(+) Produits sur opérations de location simple	14	105 015 187	103 752 500
(-) Charges sur opérations de location simple	14	-94 466 180	-101 850 525
(+) Revenus des titres à revenu variable	15	0	0
(+) Commissions	15	3 107	2 910
(-) Commissions	16	-9 729 245	-8 497 555
(+/-) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	16	0	0
(+/-) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		0	0
(+) Autres produits exploitation bancaire		3 543 904	4 469 267
(-) Autres charges d'exploitation bancaire		-2 358 637	-2 789 481
Produit net bancaire		-3 150 806	7 045 522
(-) Charges générales d'exploitation	17	-20 106 191	-19 188 520
(-) Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		-3 420 110	-2 979 387
Résultat brut d'exploitation		-26 677 107	-15 122 385

(+/-) Coût du risque	18	684 156	-18 500
Résultat d'exploitation		-25 992 952	-15 140 885
(+/-) Gains ou pertes sur actifs immobilisés	19	0	1 707 141
Résultat courant avant impôt		-25 992 952	-13 433 744
(+/-) Résultat exceptionnel		0	0
(-) Impôt sur les bénéfices		0	0
(+/-) Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		-25 992 952	-13 433 744

III. — Annexe.

I. – Cadre juridique et financier / faits caractéristiques de l'exercice.

a) Cadre Juridique.

La société Capitole Finance-Tofinso, société anonyme à Directoire, filiale à 99.99% de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées, est un établissement de crédits spécialisés principalement dans le crédit-bail mobilier.

La société a été créée le 18/12/2000.

b) Relations financières avec les établissements du réseau.

Capitole Finance est une filiale spécialisée d'un réseau financier dont l'organe central est BPCE.

Elle a été consolidée pour la première fois dans les comptes de la société mère, la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées, pour l'exercice 2000.

c) Impôt sur les bénéfices.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires bénéficient depuis l'exercice 2010 des dispositions de l'article 91 de la loi de finance rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes.

L'établissement a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

A ce titre, Capitole Finance-Tofinso a fait bénéficier la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées d'un déficit fiscal reportable cumulé (avant impact du Rabot) au 31/12/2024 de 194 514K€.

d) Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2024 dans lequel a évolué Capitole Finance-Tofinso aura été marqué par un contexte macroéconomique fragile et difficilement lisible (instabilité politique, baisse du moral des chefs d'entreprises et frilosité des investissements, hausse des défaillances d'entreprise, hausse du chômage, dégradation de la note de la France ou encore taux intérêts élevés, réactions hétérogènes de la concurrence, etc...).

L'année 2024 aura également été marqué par la finalisation et la signature d'une opération de type Covered Bonds Structuré entre Bank Of America, BPCE, CEMP et Capitole Finance.

Une première de ce type en Europe sur du CBM avec une notation obtenue auprès de MOODY'S de AA1, qui a permis de lever un financement auprès de la CEMP de 300 M€ sur 4 ans. Cette opération de collatéralisation appelée « Capitole Master FCT » vise à mettre en garantie un portefeuille d'actifs détenue par Capitole Finance au travers d'un FCT. Les titres, souscrits par CEMP, sont mis en pension livrée chez BPCE qui réalise en parallèle une opération de pension livrée avec l'investisseur final. Cette opération permet de diversifier les sources de refinancement du groupe en levant de la liquidité auprès d'un investisseur externe.

II. – Informations sur les règles et méthodes comptables.

Note 1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels annuels de Capitole Finance sont établis et présentés conformément aux règles définies par le BPCE dans le respect du règlement n° 91-01 du Comité de la réglementation bancaire et dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

a) Immobilisations propres.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce sont dépréciés sur la base de leur valeur actuelle, c'est-à-dire de la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage. Le fonds de commerce de l'activité Crédit est déprécié à 100%.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire et dégressif en fonction des durées d'utilisation probables suivantes :

Aménagement, installations	7 à 15 ans
Mobiliers et matériels spécialisés	5 à 10 ans
Matériels informatiques	3 à 4 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Véhicules société	4 à 5 ans

b) Titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments provisionnels. Les moins values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

c) Créances sur les établissements de crédit.

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées sur risque de crédit.

d) Les opérations de crédit bail mobilier.

Les loyers sont facturés d'avance et les produits perçus d'avance sont comptabilisés au prorata des jours restant à courir dans les comptes de régularisation.

Certains loyers sont facturés à terme échu et les produits à recevoir correspondants sont comptabilisés au prorata dans les comptes de régularisation.

Les soldes impayés ayant une antériorité supérieure à 3 mois sont reclassés systématiquement en créances douteuses et provisionnés intégralement en tenant compte des garanties.

Les créances contentieuses sont constatées au bilan par l'intermédiaire d'un virement contentieux correspondant à l'indemnité de résiliation, et provisionnées intégralement.

e) Immobilisations en Location

Conformément au règlement ANC N° 2014-03 relatif à la comptabilisation, amortissement, évaluation et dépréciation des actifs ; les immobilisations en location sont à l'actif du bilan pour leur valeur nette. L'amortissement économique varie selon le type de matériel : il peut être linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissement retenues sont conformes aux normes de la profession du bailleur.

Néanmoins, les biens d'occasion font l'objet d'un amortissement fiscal linéaire sur 3 ans pour tenir compte de la vétusté de ces biens.

f) Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, nette des provisions constituées.

Les créances douteuses sont déterminées selon les directives de la Commission bancaire.

En particulier, sont reclassés systématiquement en créances douteuses au plus tard à l'issue d'un délai de trois mois, les crédits présentant des retards de règlement. Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de provisions pour dépréciation, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique lorsque celle-ci est plus appropriée.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et intégralement provisionnés.

Au sein des encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an sont qualifiées de créances compromises à moins que le caractère contraire ne soit démontré.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour le montant correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

g) Charges constatées d'avance.

Ce sont des charges enregistrées en comptabilité au cours de l'exercice qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

h) Indemnités de départ en retraite.

Le stock de provision pour départ en retraite est de 313K€ au 31/12/2024. La totalité est constatée au bilan. La dotation PIDR comptabilisées sur la période est de 16K€.

i) FRBG.

Les Fonds pour Risques Bancaires Généraux, constitués dans le cadre de la garantie collective du Groupe des Caisses d'Epargne, sont réalisés par la société mère.

j) Provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges sont établies conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif aux passifs. Les provisions sont calculées selon la meilleure estimation du risque concerné à la date de l'arrêté des comptes.

Elles concernent essentiellement :

Typologie	Valeurs en K€	
	31/12/2023	31/12/2024
Litiges s/opé. De financement (GEWALD)	748	186
Risque de VR	4 563	4 563
Risque DIETRICH	240	21
Risque SUEZ	589	480
Risque EPDL/PELRAS	83	83
Ils 9 (s2)	1 567	1 949
Sectorielle	1 708	639
Colocataires	124	0
Risque SOLUVAN	800	800
Risque NOIR IVOIRE	200	0
Provisions de passif liées à l'activité	10 622	8 721
Services extérieurs	0	0
Risque d'exploitation frais de personnel	0	0
Indemnités départ à la retraite	297	313
Litiges RH	407	330
Autres provisions	704	643
Total	11 326	9 364

k) Dettes envers les établissements de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

l) Jetons de présence.

Les administrateurs sont rémunérés pour leur fonction par des jetons de présence à hauteur de :
12 000€ brut au titre de l'exercice 2023, versés en 2024
12 000€ brut au titre de l'exercice 2024.

m) Produits constatés d'avance.

Les produits constatés correspondent à des opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles la société n'a pas encore réalisé les prestations correspondantes.

A la clôture, ils représentent essentiellement des loyers sur opérations de crédit-bail perçus d'avance.

n) Charges d'exploitation.

Les achats sont constatés sur la base des livraisons ou la réalisation des prestations de services. A la clôture, la comptabilisation de différents types d'opérations dans des comptes de régularisation actif et passif permet d'assurer le respect du principe de séparation des exercices.

o) Commissions versées et reçues.

Suite au règlement n°2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours applicable au 1er janvier 2010, la société procède à l'étalement des commissions reçues et versées sur la durée de vie du contrat.

p) Honoraires Commissaires aux Comptes.
Conformément à la lettre de mission, le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes s'élève, hors débours, à 71K€ HT.

	2024			2023		
Montants exprimés en MILLIERS D'EUROS, hors taxes récupérables et hors débours	MAZARS	KPMG	%	MAZARS	KPMG	%
Audit légal et SACC - Commissariat aux comptes, examen annuel des comptes individuels et consolidés	35,5	35,5	100%	37	33	100%
Autres prestations et SACC non rattachés au contrôle légal des comptes annuels (attestation FRU)	0	0	100%	5	0	100%
Total	35,5	35,5	100%	42	33	100%

Note 2. Changements de méthodes comptables. — Néant.

Note 3. Evènements post-clôture. — Néant.

Informations sur les postes de bilan, hors bilan et compte de résultat.

Bilan.

Note 1. Operations avec la clientèle (en Euros) :

Actif	N	N-1	Passif	N	N-1
Clients débiteurs Créances sur la clientèle	44 647 156	21 920 713	Autres sommes dues	416 296	303 425
Total	44 647 156	21 920 713	Total	416 296	303 425

Répartition des encours de crédit comptes arrêtés au 31/12/2024

— Créances saines et créances douteuses au 31/12/2024 :

Créances sur la clientèle	Total créances	Créances saines	Créances douteuses + CTX		Dont créances contentieuses	
			Brut	Provision	Brut	Provision
Cession de créance	39 891 945	39 891 945				
Crédit Amortissable affecté	4 742 647	4 742 647	48 686	48 686	48 686	48 686
Crédits affectés	12 564	12 564	6 633	6 633	6 633	6 633
	44 647 156					

— Provisions pour dépréciation Actif (en euros) ;

Postes d'actif concernés	Charges	Produits	N - 1	Dotations	Reprises	N
Provision pour dépréciation créances			60 776	6 633	12 091	55 318
Douteuses et contentieuses	67 120 100	77 120 100			-9 413	
	67 120 110	77 120 110				
	67 120 200	77 120 200		6 633	-2 678	
	67 120 210	77 120 210				
Total			60 776	6 633	12 091	55 318

Note 2. Opérations liées à l'activité de crédit-bail et location simple :

(En Euros)	N	N-1
Crédit-bail et opérations assimilées		
Clients douteux nets	3 978 217	2 806 387
Créances rattachées sur opérations de crédit bail et assimilées	4 933 797	2 486 006
Immobilisations en cours	1 725 452	8 188 222
Immobilisations en location nettes	809 115 072	746 226 160
Total	819 752 537	759 706 774
Operations de location simple		
Clients douteux nets	2 388 831	1 477 427
Créances rattachées sur opérations de location simple	654 859	721 701
Immobilisations en cours		
Immobilisations en location nettes	158 134 037	184 123 701
Total	161 177 727	186 322 829

Provisions pour dépréciation Actif :

— Activité crédit bail et location financière (en euros) :

Postes d'actif concernés	Charges	Produits	N-1	Dotations	Reprises	N
Provision pour dépréciation des immob						
Louées à des clients douteux			483 913	635 508	469 086	650 335
	60 413 000	70 413 000		409 932	-245 443	
	60 423 000	70 423 000		225 576	-223 644	
Provisions pour dépréciation des immob TNL			1 162 641	1 279 475	717 685	1 724 430
	60 413 010	70 413 010		321 491	-318 361	
	60 423 010	70 423 010		957 984	-399 325	
Provision pour dépréciation créances			17 844 829	12 717 294	4 383 695	26 178 428
Douteuses et contentieuses				816 212	-563 497	
	67 149 010	77 149 010		189 603	-78 031	
	67 149 011	77 149 011		186 400	-69 052	
	67 149 020	77 149 020		28 263	-19 749	
	67 149 021	77 149 021		5 897 329	-2 762 520	
	67 149 100	77 149 100		646 288	-235 926	
	67 149 110	77 149 110		4 709 780	-517 949	
	67 149 200	77 149 200		243 419	-136 972	
	67 149 210	77 149 210				
Total			19 491 383	14 632 277	5 570 467	28 553 193

— Immobilisations en location (en euros) :

	Montant brut début ex.	Acquisitions	Cessions	Transfert	Montant brut de fin ex.
Crédit bail et LOA	1 505 197 958	431 662 348	343 195 995	0	1 593 664 311
Eléments corporels	1 497 009 736	429 936 896	335 007 773	0	1 591 938 859
Immobilisations en cours	8 188 222	1 725 452	8 188 222	0	1 725 452
Locations simples	450 603 772	75 998 859	113 178 842	0	
Eléments corporels Immobilisations en cours	4 506 037 720	75 998 859	113 178 842	0	413 423 788
Total	1 955 801 729	507 661 207	456 374 837	0	2 007 088 099

(En euros)	Montant brut début ex.	Dotations	Reprises sur cession	Transfert	Montant brut de fin ex.
Amortissements immob. En CB / LOA	750 101 481	302 442 582	270 569 991	0	781 974 072
Amortissements immob. Locations Simples	265 515 612	80 925 058	92 675 969		253 764 701
Total	1 015 617 093	383 367 639	363 245 960	0	1 035 738 772

Note 3. Immobilisations incorporelles et corporelles.

— Variations ayant affectées les valeurs brutes (en euros) :

Immobilisations	Montant brut début EX	Acquisitions	Cessions	Montant brut de fin EX
Incorporelles	19 410 934	3 259 512	377 545	22 292 901
Corporelles	13 279 468	328 613	111 550	13 496 531
Total	32 690 402	3 588 125	489 095	35 789 432

— Variations ayant affecté les postes d'amortissements et de provisions (en euros) :

Amortissements	Montant brut début EX	Dotations	Reprises	Montant brut de fin EX
Immobilisations				
Incorporelles	15 136 059	2 485 529	0	17 621 588
Corporelles	6 965 194	934 581	0	7 899 775
Total	19 121 866	3 420 110	0	25 521 362

Note 4. Durée résiduelle des emplois et des ressources :

(En Euros)	D < 1 an	1an<d<5ans	D > 5 ans	Total
Créances s/ établissements de crédit	217 515	0	0	217 515
Créances s/ clientèle	11 301 403	33 345 753	0	44 647 156
Total actif	11 518 918	33 345 753	0	44 864 671
Dettes s/ établissements de crédit Dettes subordonnées	3 619 642 660	5 437 628 970	132 693 830	9 189 965 460
Total passif	361 964 266	543 762 897	13 269 383	918 996 546

Note 5. Opérations avec les entreprises liées :

Bilan (En Euros)	N	N-1
	Réseau	Réseau
Actif		
Comptes ordinaires réseau	215 889	188 174
Créances Sociétés Groupe - Cptes courants	1 500 200	1 500 200
Titres de participation	7 285 100	7 285 100
Charges constatées d'avance	0	0
Produits à recevoir		
Autres comptes d'actif		
Passif		
Comptes ordinaires	52 186 602	50 778 680
Comptes & emprunts à terme	865 818 656	809 894 538
Dettes rattachées à terme	991 288	716 966
Comptes de régularisations		
Autres comptes de passif	151 947	181 848
Produits constatés d'avance		
Hors bilan		
Engagements reçus	27 016 614	21 603 720
Résultat		
Produits :		
Intérêts s/ comptes ordinaires débiteurs		
Autres produits prestations services financiers		
Charges refacturées autres services ext.		643 994
Reprise dépréciations c/c filiales		
Produits s/engagements donnés		
Provisions risques/charges filiales		
Charges :		
Intérêts s/ emprunts	25 198 333	13 716 383
Commissions d'apport	151 757	153 687
Services extérieurs fournis par groupe		
Honoraires, sous-traitance & prestations	25 551	68 650
Provisions dépréciations c/c filiales		
Provisions risques/charges filiales		

Note 6. Portefeuille titres :

Ventilation portefeuille (En Euros)	Avance en compte courant		Participation	
	N	N-1	N	N-1
Ecureuil			6 545 300	6 545 300
Service ALT	1 500 200	1 500 200	739 800	739 800
Total	1 500 200	1 500 200	7 285 100	7 285 100

— Provision pour dépréciation des titres (en euros) :

Dénomination	Exercice N-1	Dotation	Reprise	Exercice N
Ecureuil	0		0	0
Service ALT	0			0
Total	0	0	0	0

Tableau des filiales et participations.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par Sté	Cautions et avals donnés par Sté	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par Sté dans l'exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations										
Filiales plus 50% détenu										
Ecureuil Service	629 000	-301 418	100%	6 545 300	6 545 300	-1 500 200		20 992 341	-3 733 250	0
ALT	200 000	1 738 523	100%	739 800	739 800			8 332 895	30 179	0
Filiales moins de 50% détenus	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Comptes arrêtés au 31/12/2023										
B. Renseignements globaux concernant autres filiales										
Filiales françaises										0
Filiales étrangères										

Note 7. Intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, inclus dans les postes du bilan :

(En Euros)	Actif n	Actif n-1	Passif n	Passif n-1
Dettes envers établissements de crédit	0	0	991 288	716 966
Créances s/ établissements de crédit	0	0	0	0
Total	0	0	991 288	716 966

Note 8. comptes de régularisation :

(En Euros)	Actif n	Actif n-1	Passif n	Passif n-1
Produits à recevoir	2 608 581	4 961 295		
Charges constatées d'avance	20 629 462	16 864 175		
Comptes de régularisation divers	0	0	0	0
Charges à payer			2 958 866	3 105 089
Produits constatés d'avance			122 206 409	110 443 677
Total	23 238 043	21 825 470	125 165 275	113 548 766

Produits à recevoir : ils sont composés essentiellement de loyers à percevoir pour 2 608 K€

Produits constatés d'avance: l'accroissement de ce compte s'explique par l'accroissement de notre production CBM mais une baisse de l'activité LS.

Charges à payer : elles se détaillent à hauteur de 2 959 K€, comme suit :

- Provision pour congés payés et RTT : 425K + 314 K€
- Provision pour intéressement: 642 K€
- Provision pour charges sociales sur primes, intéressement et RTT : 783 K€
- Charges à payer s/honoraires: 15 K€
- Charges à payer s/impôts: 11 K€
- Primes et gratifications: 767 k€

Note 9. Autres actifs et passifs.

(En Euros)	Actif n	Actif n-1	Passif n	Passif n-1
Créances douteuses s/ titres				
Impôts et taxes	1 891 337	1 792 323	6 768 608	4 933 765
Débiteurs divers	23 415 213	15 455 427		
Clients Dépôts de Garantie Créiteurs divers			1 013 384	1 172 170
Dettes rattachées créd. divers			4 636 503	4 793 954
Total	25 306 550	17 247 751	12 418 495	10 899 889

Dans le poste débiteurs divers, les acomptes fournisseurs représentent 13 767 K€.

Note 10. Situation Nette.

La situation nette a évolué comme suit pendant l'exercice :

(En euros)	Début EX	Affectation résultat N-1	Augmentation	Diminution	Fin EX.
Capital appelé	32 293 310				32 293 310
Prime fusion	352 083				352 083
Réserve légale	66 511				66 511
Réserves statutaires					0
Report à nouveau	9 460 825	-13 433 744	23 989 316		20 016 397
Subvention investissement brute	1 526 694		79 179		1 605 873
Subvention rapportée au résultat	-1 151 456		-159 573		-1 311 029
Résultat n-1	-13 433 744	13 433 744			0
Distribution de dividendes	0				0
Résultat n			-25 992 952		-25 992 952
Situation nette	29 114 223	0	-2 084 030	0	27 030 193

Le capital se compose de 922 666 titres de 35 € de nominal. Aucun dividende n'a été versé aux actionnaires.

Variation de la réserve latente.

La réserve latente est déterminée par la différence entre la valeur nette financière et la valeur nette comptable des immobilisations louées.

	Montants en Euros
Encours financier à la fin de l'ex-N	1 227 211 610
Valeur nette comptable à la fin de l'ex-N	-962 500 249
Variation provisions exceptionnelles s/ douteux	-169 566
Montant avant IS	264 541 795
Reserve latente avant IS à la fin de l'ex-N-1	231 148 823
Reserve latente avant IS à la fin de l'ex-N	264 541 795
Dotation de l'exercice	33 392 972

Hors bilan et opérations assimilées.**Note 11. Engagements financiers et sûretés réelles données :**

— Engagements donnés par l'entreprise :

(En Euros)	N	N-1
Ouvertures de crédit confirmées	44 107 643	48 898 234
Garanties	411 457 449	0

Ces ouvertures représentent uniquement des contrats signés non débloqués à la fin de de l'exercice N. Les engagements de garanties donnés sont des créances mobilisées auprès de la Banque de France.

Les engagements donnés de hors bilan de 411 457K€ correspondent à la mise en garantie des contrats de CBM nécessaire à l'opération de refinancement collatéralisé "Capitole Master FCT"

Cette opération vise à mettre en garantie un portefeuille d'actifs détenue par Capitole Finance au travers d'un FCT

— Engagements reçus par l'entreprise :

(En Euros)	N	N-1
Avals, cautions et garanties reçus d'établissements financiers:		
Contre-garanties	296 525	583 492
Autres garanties reçues:		
Gages et Hypothèques	31 725 895	25 632 903
Engagements reçus pour utilisation:		
Engagement reçu de trésorerie	7 813 398	9 215 217

Note 12. Effectif moyen employé pendant l'exercice :

(En Euros)	N	N-1
Cadres	91	89
Employés et agents de maîtrise	76	71
Total	168	161

Note 13. Situation fiscale latente :

(En Euros)	N	N-1
Sur réserve latente	68 317 291	59 691 886
Sur amortissements dérogatoires	0	0
Total	68 317 291	59 691 886

Compte de résultat.

Note 14. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées, sur opérations de location simple et de crédits à la consommation.

(En Euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Operations crédit-bail et assimilées				
Produits				
Loyers			292 499 070	277 135 164
Indem. De résiliation et produits douteux			13 924 990	8 750 061
Reprise de provisions sur immobilisations			563 803	304 139
Plus-values de cessions			48 952 006	50 153 513
Autres produits			1 540 955	1 379 314
Charges				
Dotations aux amortissements	302 442 582	283 276 632		
Dotations provisions sur immobilisations	731 423	594 565		
Charges sur douteux	10 052 580	6 736 372		
Moins-values de cessions	25 797 598	20 030 479		
Autres charges	30 590	1 825 323		
	339 054 773	312 463 372	357 480 823	337 722 190
Operations location simple				
Produits				
Loyers			87 460 522	91 160 045
Indem. De résiliation, produits douteux			5 838 340	3 098 098
Plus-values de cession			11 093 357	9 223 225
Reprise de provisions sur immobilisations			622 969	271 131
Charges				
Dotations aux amortissements	80 925 058	90 555 248		
Dotations provisions sur immobilisations	1 183 560	583 377		
Charges sur douteux	5 167 863	2 298 333		
Moins-values de cessions	7 189 700	8 411 517		
Autres charges	0	2 050		
	94 466 180	101 850 525	105 015 187	103 752 500
Operations de crédit a la conso				
Intérêts s/ prêts à la consommation			1 613 340	415 971
Autres			0	0
			1 613 340	415 971
Intérêts et charges assimilées				
Intérêts s/ prêts et emprunts	23 290 384	12 099 180		
Autres	1 907 949	1 617 204		
	25 198 333	13 716 383	0	0

L'accroissement de la production persiste en 2024 sur l'activité CBM. Il y a une diminution de la production en 2024 sur l'activité LS

La production de crédit à la consommation est stoppée. En revanche de nous avons de nouvelles activités sur la société CF-CREDIT: Cession de créances & crédit amortissable.

Note 15. Commissions et charges assimilées s/ opérations avec établissements de crédit :

(En Euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Produits				
Prestations de gestion			3 107	2 910
Charges				
Commissions	9 583 848	8 363 817		
Autres	145 397	133 738		
Total	9 729 245	8 497 555	3 107	2 910

Les charges de commissions représentent des commissions d'apport.

Note 16. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En Euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Produits :				
Produits rétrocedés			2 231 038	2 639 517
Intérêts sur fonds de garantie des dépôts			1 312 866	1 829 750
Produits divers				
Charges :				
Charges rétrocedés	2 225 139	2 621 964		
Charges diverses d'exploitation bancaire	133 498	167 517		
Total	2 358 637	2 789 481	3 543 904	4 469 267

Produits divers : ils sont essentiellement liés aux commissions perçues par CF au titre de la commercialisation de contrats d'assurances et à la participation bénéficiaire perçues des compagnies au titre de la faible sinistralité des contrats.

Se trouvent aussi dans ce poste, les indemnités judiciaires et les subventions reçues.

Produits et charges rétrocedés : ils sont principalement constitués des refacturations liées aux droits de navigation, aux cartes grises et aux frais d'entretien et de maintenance.

Note 17. Charges générales d'exploitation :

— Frais de personnel :

(En Euros)	N	N-1
Salaires et traitements	8 751 760	8 102 914
Charges de retraite	715 692	662 391
Autres charges sociales	4 407 707	3 863 755
Impôts et taxes sur rémunérations	430 603	452 182
Dotations provision pour risques et charges	65 988	300 000
Reprise provision pour risques et charges	-126 451	-283 761
Total	14 245 298	13 097 480

Impôts et taxes sur rémunérations : augmentation du coût de la formation Reprise provision pour risques et charges : reprise litige RH

— Autres frais administratifs :

(En Euros)	N	N-1
Fournitures de bureau	111 713	141 210
Loyers et charges locatives	386 666	336 178
Impôts et taxes	53 660	587 848
Jetons de présence	12 000	11 333
Transports et déplacements	413 643	422 053
Documentation	12 245	7 058
Dons et cotisations	50 639	55 364
Honoraires et frais d'actes	747 514	545 172
Maintenance informatique et entretien	1 236 793	1 035 732
Personnel intérimaire	0	0
Communication et publications	587 401	704 696
Missions réception	206 120	240 610
Frais divers	2 042 501	2 003 786
Total	5 860 894	6 091 040

Impôts et taxes : reprise trop provisionné C3S 2023

Honoraires et frais d'acte : augmentation de 50 % des honoraires CTX

Maintenance informatique et entretien : Recours plus important aux prestataires informatiques pour développement internes (SOPRA, TW, B&D, Salesforces). Enjeux stratégiques comme la digitalisation des reportings, décommissionnement LIZDRIVE, etc....

Note 18. Coût du risque :

(En Euros)	N	N-1
Dotations aux provisions sur opérations clientèle	-6 633	-9 413
Pertes sur créances irrécouvrables	-7 062	-18 823
Reprises de provisions sur opérations clientèle	12 091	33 349
Dotations provision pour risques et charges	-1 304 841	-1 021 106
Reprise provision pour risques et charges	1 990 601	997 495
Total	684 156	-18 500

Note 19. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En Euros)	N	N-1
Sur immobilisations corporelles	0	
Dépréciation des titres de participation	0	1 707 141
Dépréciation des comptes courants sur entreprises liées		
Provision pour charges sur titres de participation		
Total	0	1 707 141

N.B. : Le résultat d'ES ne justifie plus de maintenir la dépréciation des titres de participation ES suite au recalcul au 31/12 de la situation netted'ES.

Ainsi, reprise totale de la dépréciation de titre ES. Reprise par résultat en FRENCH, et par capitaux propres en IFRS e

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société Capitle Finance - Tofinso S.A.,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Capitle Finance - Tofinso S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.
L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

— Dépréciation des crédits sur une base individuelle et risque de valorisation des immobilisations sur les opérations de crédit-bail mobilier, locations avec option d'achat et locations financières

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société est exposée aux risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations qu'elle porte dans le cadre de ses activités de crédit-bail, de locations avec option d'achat et de locations financières ainsi qu'à un risque de crédit.</p> <p>En effet, les encours de votre société relatifs à ces activités représentent un poids significatif de son bilan, et des pertes de valeur des actifs loués pourraient avoir un impact important sur sa situation financière en cas de défaillance des locataires et de revente des biens.</p> <p>La couverture comptable des risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations (louées et non louées) et au recouvrement des loyers impayés est matérialisée, d'une part, par des provisions de passif et, d'autre part, par des dépréciations individuelles des biens et des encours impayés afférents à des clients douteux et contentieux.</p> <p>Les actifs liés aux activités de crédit-bail mobilier, de locations avec option d'achat et de locations financières représentent une valeur nette de M€ 981 au 31 décembre 2024. Les dépréciations individuelles attachées à la valeur des biens et aux loyers impayés douteux et contentieux sont de M€ 28,6 et les provisions de passif de M€ 8,7. Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer à la note 1 et 2 de l'annexe et la note 1) j) des informations sur les règles et méthodes comptables.</p> <p>Nous avons considéré les risques de valorisation attachés aux encours liés à l'activité de crédit-bail, de location avec option d'achat et de locations financières comme un point clé de l'audit en raison de leur poids très significatif dans le bilan, puisqu'ils en représentent 90 %, et de l'importance du jugement dans le processus d'estimation des valeurs résiduelles.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions et au suivi des risques attachés aux encours que votre société porte dans le cadre de ses activités de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location financière.</p> <p>Concernant les dépréciations individuelles sur encours douteux et contentieux, nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties, du processus de revue et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des provisions en appréciant le caractère raisonnable de la valorisation des immobilisations liées aux activités susnommées.</p> <p>Concernant les dossiers sains, nous avons examiné que les risques attachés à la valeur résiduelle étaient identifiés par typologie de marché (LIZAUTO, LIZMER, LIZEQUIP).</p> <p>Nous avons ainsi examiné que votre société avait mis en place des outils de suivi permettant l'analyse et l'évaluation de ces valeurs résiduelles.</p> <p>Enfin, nous avons observé les données et les tendances historiques (sur la base des exercices précédents), afin d'appréhender la maîtrise des risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations rattachées aux activités de crédit-bail mobilier, de location avec option d'achat et de location financière de votre société.</p>

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Capitole Finance - Tofinso S.A. par l'assemblée générale du 18 décembre 2000 pour le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. et du 29 avril 2022 pour le cabinet FORVIS MAZARS S.A. Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG AUDIT FS I SAS était dans la vingt-cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet FORVIS MAZARS S.A. dans la troisième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les

- comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Labège, le 15 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG Audit FSI S.A.S. :

Diego DECHELOTTE ;

Associé,

Forvis Mazars S.A. :

Hervé KERNEIS ;

Associé.

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société, 2839 La Lauragaise, 31670 Labège.